

# JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874

CONTINUÉ DE 1923 à 1948

par

**EDOUARD CLUNET**

par

**ANDRE - PRUDHOMME**

Rédacteur en Chef :

**BERTHOLD GOLDMAN**

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris

Publié avec le concours du

**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Sous le haut patronage de

**M. ANCEL**, Conseiller à la Cour de Cassation.  
**S. BASTID**, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.  
**H. BLIN**, Président de la 1<sup>re</sup> Section civile de la Chambre civile de la Cour de Cassation.  
**R. DROUILLAT**, Président de la 2<sup>e</sup> Section civile de la Chambre civile de la Cour de Cassation.  
**P. GUILLOT**, Président de la Chambre commerciale et financière de la Cour de Cassation.  
**G. HOLLEAUX**, Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.  
**P. LEPAULLE**, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.  
**P. LOUIS-LUCAS**, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Dijon.  
**M. MARTIN**, Conseiller d'Etat.  
**J. MAURY**, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Toulouse.  
**M. PICARD**, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.  
**R. PINTO**, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Secrétaire général de la rédaction

**PHILIPPE KAHN**

Chargé de Recherche

au Centre National de la Recherche Scientifique

**ÉDITIONS TECHNIQUES S.A.**

123, rue d'Alésia

**PARIS (XIV<sup>e</sup>)**

1967

## TABLE TRIMESTRIELLE

1949 à 1952, *Cod. loc.* 1954, p. 75, n° 28), (V. notre étude, *Clunet* 1955,

### Doctrine

- La réciprocité dans les négociations entre pays à systèmes sociaux ou à niveaux économiques différents, par Roy PREISWERK ..... 5
- Fonds national de l'emploi et Fonds social européen, par Jeanne RIBERTES-TILLHET ..... 41

### Jurisprudence

- BULLEIN DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE,  
par J.-D. BREDIN, B. GOLDMAN, Ph. KAHN, J. TOUSCOZ ..... 77

#### Donation.

- Donation entre époux. — Donation d'objets mobiliers. — Epoux de nationalités différentes. — Domicile commun en France à la date de la donation. — Loi applicable. — Loi française (loi du domicile commun régissant les effets du mariage). — Révocabilité de la donation ..... 95

#### Immunité de juridiction.

- Société. — Société française ayant son siège en Tunisie. — Propriété d'un grand nombre d'actions litigieuses entre l'Etat français et un établissement public algérien. — Accords d'Evian. — Demande de désignation d'un administrateur judiciaire. — Compétence du juge des référés. — Immunité de juridiction de l'Etat français. — Article 14 du Code civil ..... 100

#### Jugement étranger.

- Exequatur. — Défaut d'exécution dans le pays où le jugement a été rendu, en raison de la carence du créancier et des mesures exorbitantes du droit commun prises par l'Etat étranger. — Refus d'exequatur ..... 105

#### Légitimation.

- Enfant adultérin. — Loi applicable. — Distinction entre la reconnaissance en vue de la légitimation « en soi ». — Reconnaissance. — Loi personnelle de l'enfant. — Loi nationale de l'enfant à la date de la reconnaissance. — Légitimation « en soi ». — Loi des effets du mariage ..... 83

#### Monnaie de paiement.

- Prêt interne d'une somme exprimée en francs suisses, sans obligation de paiement en devises étrangères. — Validité ..... 90

#### Réquisitions.

- Armées allemandes. — Indemnité. — Loi du 30 avril 1946. — Applicable seulement aux réquisitions exercées en vue du logement et du cantonnement des troupes allemandes. — Réquisition de la station de radio-diffusion « Poste Parisien ». — Condition non remplie. — Convention de La Haye du 18 octobre 1957, article 53. — Dérogation par l'accord sur les réparations, du 14 janvier 1946. — Rupture d'égalité devant les charges politiques. — Responsabilité de l'Etat. — Nécessité d'un préjudice spécial. — Condition non remplie ..... 77

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE BELGE,

- par Raymond ABRAHAMS, Sophie BRESLAW et Paul LELEUX ..... 112

**Adoption.**

- Fondement contractuel. — Aptitude personnelle des adoptants et de l'adopté. — Loi applicable. — Loi nationale de chacun d'eux ..... 123

**Assurances.**

- Action directe de la victime contre l'assureur de la responsabilité. — *Lex loci delicti commissi* ..... 137

**Caution *judicatum solvi*.**

- Article 16 du Code civil. — Défendeur étranger, non autorisé par le Roi à établir son domicile en Belgique. — Défendeur n'ayant pas le droit de requérir du demandeur, même étranger, une caution *judicatum solvi* ..... 115

**Conflits de juridictions.**

- Litispendance. — Procès pendants, l'un à l'étranger, l'autre en Belgique. — Absence de convention diplomatique. — Litispendance (non). — Partie, de nationalité belge, ayant expressément décliné la compétence de la juridiction étrangère. — Litispendance (non) ..... 148

**Coopération judiciaire internationale.**

- Signification d'un jugement à une personne résidant en République Fédérale allemande. — Formalités. — Moment où la signification est accomplie ..... 149

**Contrat.**

- Contrat de travail en langue allemande. — Employeur allemand. — Loi applicable. — Loi du lieu d'exécution ..... 131
- Paiement. — Action tendant au paiement de la contre-valeur en francs belges d'une dette libellée en monnaie étrangère. — Paiement obligatoire en francs belges en vertu de dispositions d'ordre public international belge. — Contre-valeur en francs belges de la monnaie étrangère au cours du marché des changes au jour du paiement effectif ..... 125
- Paiement. — Francs. — Recherche de la commune intention des parties. — Impossibilité de la déterminer. — Application de la loi qui régit l'obligation ..... 131
- Retard de paiement. — Dévaluation du franc congolais. — Demande de dommages-intérêts. — Application de la *Lex loci contractus* ..... 130

**Contrat de transport.**

- Convention internationale pour le transport des marchandises (C.I.M.). — Portée ..... 139
- Transport aérien international. — Action en responsabilité et en remboursement. — Application de la Convention de Varsovie ..... 138
- Transport maritime international. — Connaissement émis pour le transport de marchandises au départ d'un port du royaume. — Clause attribuant compétence à un juge étranger. — Validité à condition de respecter l'article 91 de la loi maritime belge .. 139

**Divorce.**

- Conversion de la séparation de corps en divorce. — Italien naturalisé Belge. — Loi applicable ..... 120
- Divorce par consentement mutuel. — Epoux de nationalité britannique. — Domicile conjugal en Belgique. — Application du statut personnel ..... 119
- Epoux de nationalités différentes dont l'un est belge. — Article 2 de la loi du 27 juin 1960. — Epouse d'origine belge devenue étrangère par son mariage. — Article 2 non applicable .... 119

**Etrangers (conditions des).**

- Protection reconnue aux étrangers en Belgique. — Article 128 de la Constitution. — Etendue ..... 115

**Faillite.**

- Convention régie par une loi étrangère. — Compensation légale. — Application en Belgique de la loi belge ..... 147  
 Créancier étranger. — Privilège établi par une loi étrangère en matière d'impôts. — Non reconnaissance en Belgique ..... 147

**Filiation adultérine.**

- Action alimentaire d'un enfant adultérin, de nationalité française, né avant la loi belge du 10 février 1958, contre un ressortissant belge. — Loi nationale de l'enfant. — Article 342 du Code civil français. — Non contradiction à l'ordre public international belge ..... 130  
 Reconnaissance de la paternité. — Père de nationalité grecque. — Loi grecque autorisant sans restriction la reconnaissance d'enfants adultérins. — Ordre public international belge. — Enfant adultérin vivant avec ses parents remariés. — Annulation demandée par le Ministère public. — Irrecevabilité de l'action ..... 129  
 Reconnaissance volontaire, après divorce, d'un enfant italien conçu avant le divorce. — Père de nationalité italienne. — Loi nationale des intéressés ..... 129

**Filiation légitime.**

- Désaveu de paternité. — Enfant de nationalité allemande. — Père allemand. — Loi allemande. — Tuteur « ad hoc » nommé par le conseil de famille suivant la loi belge représentant l'enfant allemand. — Recevabilité de l'action. — Délai d'intentement de l'action et conditions de preuve. — Application de la loi allemande ..... 123

**Filiation naturelle.**

- Action en recherche de paternité naturelle. — Loi nationale de l'enfant. — Loi française non contraire à l'ordre public international belge ..... 127  
 Aliments. — Action exercée par un enfant naturel de nationalité allemande contre son père de nationalité belge. — Loi allemande applicable ..... 128  
 Aliments. — Enfant naturel étranger. — Loi applicable. — Loi de l'enfant ..... 128  
 Enfant naturel étranger. — Action alimentaire intentée contre le père présumé, de nationalité belge. — Loi applicable. — Loi nationale de l'enfant. — Prescription de l'action déterminée par la loi nationale de l'enfant ..... 127  
 Reconnaissance de paternité. — Conflit de lois. — Loi nationale de l'enfant ..... 126

**Immunité de juridiction.**

- Notion. — Condition. — Personne morale distincte de l'Etat étranger. — Cas où elle peut invoquer l'immunité de juridiction. — Acte de la puissance publique. — Notion ..... 147

**Jugement étranger.**

- Divorce prononcé en France entre un Italien et une Française, à la requête de l'épouse française. — Non contradiction à l'ordre public international belge. — Validité du divorce ..... 150  
 Exequatur. — Jugement néerlandais accordant une pension alimentaire à un enfant naturel. — Non-observation de l'article 340 e du Code civil belge. — Non-contrariété à l'Ordre public international belge. — Action en exequatur non soumise à un délai de prescription ou de déchéance ..... 151  
 Exequatur. — Jugement rendu au Congo belge, avant l'indépendance. — Expédition délivrée avant le 30 juin 1960. — Exequatur non requis pour l'exécution en Belgique ..... 150

**Loi étrangère.**

- Application par le juge belge. — Contrôle par la Cour de cassation ..... 116

**Mariage.**

- Aliments. — Epoux de nationalité différentes. — Application de la loi nationale du mari. — Mari de nationalité allemande. — Loi allemande applicable en Belgique, même si le litige se situe au cours d'une procédure en divorce ..... 118
- Mariage putatif. — Union de fait en U.R.S.S. — Célébration ultérieure, en Allemagne, d'un mariage uniquement religieux. — Absence d'enregistrement conformément à la loi allemande. — Contradiction à l'ordre public international belge. — Bonne foi des intéressés. — Bénéfice du mariage putatif ..... 117

**Nationalité.**

- Enfant naturel. — Mère de nationalité allemande. — Reconnaissance ultérieure par un père de nationalité belge. — Nationalité allemande ..... 114
- Enfant naturel de nationalité belge. — Légitimation postérieure par le père de nationalité norvégienne. — Acquisition de la nationalité du père ..... 114

**Régime matrimonial.**

- Absence de contrat. — Mariage d'une Belge en Belgique avec un étranger, cachant sa véritable identité. — Application de la loi belge ..... 138

**Renvoi.**

- Loi nationale renvoyant à la loi du domicile. — Admission .. 126
- Renvoi de la loi nationale à la loi du domicile commun. — Admission. — Loi belge applicable ..... 119

**Responsabilité civile.**

- Abordage. — Limitation de responsabilité. — *Lex loci delicti commissi* ..... 134
- Accident causé en Allemagne. — *Lex loci delicti commissi*. — Limites. — Loi du contrat d'assurance. — Police établie en Belgique. — Garantie accordée pour les sinistres survenus en Europe. — Article 2 de la police-type. — Application de la loi belge devant les tribunaux étrangers ..... 136
- Assurance. — Subrogation. — Loi applicable. — Loi du contrat d'assurance ..... 135
- Portée bilatérale. — Délits. — Loi applicable. — Lois de police et de sûreté ..... 137
- Délits et quasi-délits. — *Lex loci delicti commissi* ..... 132
- Loi applicable. — Loi du lieu du délit ..... 133
- Quasi-délits. — *Lex loci delicti commissi* ..... 139
- Quasi-délits. — *Lex loci delicti commissi*. — Convention du 23 octobre 1954 entre la République fédérale allemande et la Belgique. — Réparation du dommage survenu en Allemagne. — Application de la loi belge ..... 135
- Quasi-délits. — *Lex loci delicti commissi*. — Limitation légale de la responsabilité du propriétaire du navire ..... 133
- Relations hors mariage. — Action en paiement des frais de gésine. — Loi du pays où ont eu lieu les relations hors mariage ..... 134

**Séparation de corps.**

- Epoux de nationalité espagnole. — Mariage célébré en Espagne devant un Ministre du culte catholique. — Action produite devant les tribunaux civils belges. — Demande de renvoi devant la juridiction ecclésiastique espagnole. — Rejet. Article 92 de la Constitution. — Règle de compétence et de procédure. — Application de la *lex fori*. — Rejet de la demande. — Droit substantiel. — Application de la loi espagnole ..... 121
- Séparation de corps prononcée par un tribunal étranger. — Conversion en divorce demandée par l'époux de nationalité belge. — Compétence des tribunaux belges ..... 122

**Société.**

- Constitution à l'étranger. — Art. 197 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. — Principal établissement sis à l'étranger. — Société soumise au droit national de ce pays

étranger. — Transfert dudit établissement en Belgique. — Société soumise au droit belge .....	140
Principal établissement situé en Angleterre. — Transfert, selon le droit anglais, du siège en Belgique. — Maintien de la personnalité juridique selon le droit anglais. — Société qui, en raison de ses statuts, éventuellement adaptés au droit belge au moment du transfert, remplit les conditions d'une société ayant la personnalité juridique de droit belge. — Subsistance, en Belgique, de la personnalité juridique originaire .....	140
Société anonyme. — Terme de trente ans. — Article 102 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. — Société constituée à l'étranger qui transfère son principal établissement en Belgique. — Terme de trente ans prenant cours au moment de la fixation du principal établissement en Belgique .....	141
<b>Succession d'Etats.</b>	
Engagement pris par la Colonie du Congo. — Accession à l'indépendance. — Responsabilité de l'Etat belge (Non) .....	112
<b>Traité international.</b>	
Accord de paiement turco-belge du 2 décembre 1948. — Application par les tribunaux belges. — Date .....	147
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE BULGARE,	
par AL. KOJOUCHAROFF .....	152
<b>Arbitrage.</b>	
Clause compromissoire. — Loi applicable. — Loi de l'arbitre. — Exigence d'un écrit. — Contrat principal. — Loi applicable. — Loi du défendeur .....	156
Procédure applicable. — Absence de dispositions dans le règlement d'arbitrage. — Loi du for applicable. — Appréciation par l'arbitre de la valeur de l'aveu du défendeur .....	158
<b>Contrat de transport.</b>	
Contrat de commission. — Marchandise avariée. — Responsabilité. — Loi applicable. — Libre choix des parties (solution implicite) .....	184
<b>Contrat de vente.</b>	
Action en paiement du prix. — Compensation partielle antérieure. — Loi applicable. — Loi régissant la créance à l'encontre de laquelle est opposée la compensation .....	174
Conditions générales. — Force majeure. — Détermination selon le droit international privé applicable au contrat .....	175
Inexécution par l'acheteur de ses obligations. — Demande en résolution. — Loi applicable. — Absence de choix exprès. — Recherche des indices prépondérants .....	169
Loi applicable. — Absence de choix exprès des parties. — Recherche de la volonté présumée des parties (non). — Rattachement à la loi du lieu d'exécution .....	171
Modification ultérieure du plan. — Force majeure. — Exonération du vendeur .....	176
Répercussion des accords intergouvernementaux sur les contrats en cours (non). — Inexécution. — Responsabilité .....	180
<b>Contrat de vente internationale.</b>	
Accords bilatéraux annuels. — Accords antérieurs à l'unification des conditions générales de livraison de marchandises entre les organisations du commerce extérieur des pays-membres du Conseil pour l'aide économique mutuelle (COMECON). — Caractère impératif (non) .....	165
Conditions générales (COMECON). — Caractère impératif (non) .....	167
<b>Entreprise d'Etat.</b>	
Administration d'une fraction du patrimoine national. — Principe de spécialité. — Application souple .....	160
Personnalité juridique. — Responsabilité de l'entreprise indépendante de celle de l'Etat. — Irresponsabilité de l'entreprise pour fait de l'Etat .....	162

**Société.**

- Capacité. — Loi applicable. — Loi du siège social. — Société en nom collectif. — Pouvoir de représentation des associés .... 159

**Documents****I. CONVENTIONS INTERNATIONALES PUBLIÉES ET TEXTES LÉGISLATIFS OU RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS EN FRANCE****NATIONALITÉ.**

- Loi n° 66-945 du 20 décembre 1966 modifiant l'ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962 relative à certaines dispositions concernant la nationalité française (*J.O.*, 21 décembre 1966) .. 188

**SÉCURITÉ SOCIALE.**

- Convention générale sur la sécurité sociale et protocoles annexes signés entre la France et la Tunisie le 17 décembre 1965 (Publiés en France par décret n° 66-682 du 15 septembre 1966 : *J.O.*, 21 septembre 1966) ..... 189

**TRANSPORTS AÉRIENS.**

- Convention complémentaire à la convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel, signée à Guadalajara, le 18 septembre 1961 (publiée en France par décret n° 66-813 du 25 octobre 1966 : *J.O.*, 5 novembre 1966) ..... 202

**II. — TEXTES ET TRAITÉS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES****CONCURRENCE.**

- Communication de la Commission relative à l'expiration, le 31 décembre 1966, du délai prévu à l'article 7, paragraphe 2 du règlement n° 17 pour la notification des anciennes ententes (*J.O.C.E.*, 1<sup>er</sup> septembre 1966) ..... 205

**Bibliographie et revue des revues** ..... 208

**Informations** ..... 222